

Matthieu Pigasse : « Les banques centrales doivent être au service des Etats »

 lesechos.fr/finance-marches/ma/matthieu-pigasse-les-banques-centrales-doivent-etre-au-service-des-etats-1197773

24 avril
2020



Publié le 24 avr. 2020 à 7h10 Mis à jour le 24 avr. 2020 à 8h48

En 2009, vous jugiez insuffisante l'intervention des Etats dans la crise. En ont-ils fait assez, cette fois ?

Oui, parce que les mesures ont été prises à temps et vont dans le bon sens. On fait face à un choc d'offre qui n'a rien à voir avec la crise de 2008. Le pays ne peut pas travailler, la production diminue. Il faut donc à tout prix empêcher les faillites et le chômage. Mais il est trop tôt pour dire si l'ampleur de la réponse est suffisante. Nous avons mis l'économie en coma artificiel, et personne ne sait comment on va en sortir.

Comment voyez-vous le monde d'« après » ?

Il faut travailler, dès à présent, sur « le monde d'après », pour reprendre le titre de mon livre, écrit en 2009, avec Gilles Finchelstein. Nous devons inventer un nouveau monde, réinventer collectivement un modèle solidaire et de long terme. C'est maintenant que nous entrons réellement dans le XXI^e siècle, pas en 2000, ni en 2008. A chaque crise, on assiste à l'effondrement d'un dogme. En 2008, on a découvert qu'un Etat, y compris dans la zone euro, pouvait faire faillite.

Aujourd'hui, on redécouvre que l'Etat remplit des fonctions essentielles. Et que les banques centrales peuvent faire de la création monétaire pour les financer, avec la planche à billets. C'est un changement majeur, essentiel, dont on n'a pas encore mesuré l'importance. Il est possible de créer de la monnaie pour financer les déficits, donc les dépenses essentielles et de long terme, sans créer d'inflation ou trop d'inflation. Quand l'Etat fait du chômage partiel, ce n'est rien d'autre qu'un revenu universel, financé, in fine, par la BCE. Ce qui prouve bien qu'on peut inventer un nouveau modèle de société dans lequel on distribue un revenu à ceux qui ne veulent pas travailler - sans qu'il soit forcément universel.

Les banques centrales sont bien loin d'avoir acté cet état de fait !

Oui, mais la Banque d'Angleterre l'a dit. Et la BCE doit le dire et le faire. Il faut l'explicitier et l'assumer ! Il est indispensable que la BCE achète de la dette publique directement aux Etats. Nous sommes prisonniers de trop de dogmes, comme celui de l'hyperinflation des années 1920 ou des règles de Maastricht. Il faut assumer le fait que nous avons changé de monde, et que les règles européennes relatives au budget et à la dette n'ont plus de sens.

Quels doivent être, selon vous, les missions d'une banque centrale ?

L'objectif seul de la stabilité des prix n'est plus pertinent. Les banques centrales doivent être au service d'une politique économique et sociale menée par les Etats. Les missions de la BCE doivent être l'emploi, la croissance, le financement des dépenses de long terme indispensables. Nous redécouvrons qu'il faut investir dans la santé, or, pour cela, il faut s'en donner les moyens.

L'indépendance des banques centrales, est-ce aussi un dogme ?

Oui, et je le dis depuis des années. Il faut réexplorer tous les champs où des parcelles de souveraineté ont été abandonnées. Dans les années 1990, on a par exemple multiplié les autorités administratives indépendantes, comme la Banque de France et la BCE. Je n'ai jamais compris la volonté de l'Etat de ne pas assumer certaines de ses responsabilités.

Mais l'Europe aura du mal à réunir un consensus autour de ces missions. L'Allemagne, les Pays-Bas ne sont pas du tout sur cette ligne-là.

C'est vrai, mais comme disait Lenine, les faits sont têtus. Et le monde a changé. Il faut résister au repli sur soi, ce serait une erreur de penser que chaque pays européen peut concourir seul. Nous avons un besoin impératif d'Europe, plus forte, plus démocratique, plus sociale.

En plus de l'action de la BCE qui permet d'éviter qu'un Etat membre de la zone euro fasse faillite, on pourrait enfin émettre de la dette ensemble, créer une solidarité de fait via des coronabonds ou autre, pour éviter qu'un pays ne soit stigmatisé et envoyer un

signal politique fort. Mais il faut laisser derrière nous les dogmes vieux d'un siècle. Le traumatisme de la surinflation en Allemagne date d'il y a cent ans, littéralement. L'urgence, c'est de rester vivants !

Plan de relance européen : les Vingt-Sept encore loin d'un accord

Etes-vous favorable à l'émission de dette perpétuelle ?

C'est, pour moi, un débat théologique. Dès lors que la BCE finance les déficits, alors il s'agit, de fait, de dette perpétuelle, quasi infinie... On appelle cela comme on veut, mais l'essentiel, c'est d'acter le fait que la BCE fait du financement monétaire de déficit. Si son bilan après la crise reste constant, c'est qu'on aura fait de la dette perpétuelle.

Mais avec les relocalisations de chaînes de valeur et la démondialisation, n'y a-t-il pas un risque d'inflation ?

Cette crise marque la fin du capitalisme néolibéral tel qu'on l'a connu, bâti autour du triptyque : mondialisation, baisse du rôle de l'Etat et recul de la protection sociale. Peut-être que la relocalisation des chaînes de valeur produira de l'inflation, et alors ? C'est le prix à payer.

Un peu d'inflation ne fera pas de mal à la dette, et c'est bon pour faire redémarrer l'appareil de production. Je ne vois pas pourquoi on se ferait peur. Surtout, je pense qu'il n'y a plus de lien entre la création monétaire et l'inflation. Le Japon a une masse monétaire équivalente à 100 % de son PIB sans que cela ait d'impact sur les prix, contre 30 % en Europe.

Craignez-vous une explosion des tensions sociales après la crise ?

L'autre phénomène que la crise rend plus visible encore, c'est l'explosion des inégalités depuis plusieurs décennies. Elles sont devenues insoutenables. Je trouve, de ce point de vue, indécente la prise de position du Medef, qui plaide pour travailler plus en sortie de crise, alors que, justement, le chômage va augmenter.

C'est la vision d'un monde ancien. La priorité, c'est la cohésion de la société, le partage. Il faut mieux rémunérer les fonctions essentielles, la santé, le transport, augmenter les salaires et les prix, là aussi assumer une redistribution.

Etes-vous favorables à une taxation plus élevée des patrimoines ?

J'ai toujours été favorable à une taxation plus élevée des patrimoines, la rente, et moins forte du travail, le risque ! L'enseignement de 2008, c'est qu'on a voulu revenir trop vite à des politiques d'austérité qui ont ajouté la récession à la récession, d'où l'importance du rôle actuel de la BCE. Mais on peut envoyer un signal de solidarité avec une taxation à déterminer.

Le secteur financier n'est pas en cause dans cette crise. Faut-il revoir la réglementation bancaire ?

Les banques ont un rôle central dans l'économie, elles jouent largement le jeu aujourd'hui. Mais la réglementation est trop restrictive depuis la crise de 2008. Il faut alléger les contraintes en capital, faire jouer à la régulation un rôle contracyclique, et permettre aux banques de prêter plus encore.

Société Générale et BNP Paribas pénalisées par les secousses des marchés

Jusqu'où doivent aller les nationalisations ?

Encore un dogme qui tombe ! Les nationalisations deviennent possibles, en tout cas pour les secteurs touchés par la crise comme le tourisme ou les transports. Je ne suis pas favorable à une économie dirigiste, mais je crois en revanche à la nécessité de protéger les secteurs stratégiques, au niveau européen. La nationalité d'une entreprise est un élément fondamental pour la souveraineté d'un pays. Je suis frappé de voir combien ce sujet a été négligé, méprisé, depuis quinze ans.

CQFD - Coronavirus : 4 questions sur les possibles nationalisations d'entreprises

Vous démarrez une activité de conseil aux entreprises en pleine crise. Est-ce opportun ?

La priorité des entreprises est de renforcer les bilans, de baisser les coûts, de rassurer. Certaines devront se restructurer, d'autres en sortiront renforcées, en profiteront pour faire des acquisitions ciblées et rééquilibrer leurs portefeuilles. Toutes devront tenir compte des changements de comportements. Démarrer aujourd'hui est un engagement fort, un signe de confiance, et la démonstration même de notre nature entrepreneuriale.

Allez-vous faire du conseil aux Etats ?

Oui. Les économies émergentes, qui étaient déjà fragiles, subissent de plein fouet la récession mondiale et la chute du pétrole. Il faut, bien sûr, annuler ou restructurer leur dette, et recourir aux droits de tirage spéciaux du FMI.

Son parcours

- 1994 : ENA, promotion Antoine-de-Saint-Exupéry.
- 1998 : rejoint le cabinet de Dominique Strauss-Kahn à Bercy.
- 2000 : directeur de cabinet adjoint de Laurent Fabius en charge des questions industrielles et financières.
- 2002 : associé-gérant chez Lazard, en charge du conseil au gouvernement.
- 2009 : rachat des « Inrockuptibles ».
- 2010 : directeur général de Lazard France. Prise de contrôle du journal « Le Monde » avec Xavier Niel et Pierre Bergé.
- 2014 : prise de contrôle du « Nouvel Observateur » avec Xavier Niel et Pierre Bergé.

- 2015 : responsable mondial des fusions-acquisitions et du conseil au gouvernement de Lazard. Il devient président des Eurockéennes de Belfort, rachète Radio Nova.
- 2016 : lancement de la société d'investissement Mediawan avec Xavier Niel et Pierre-Antoine Capton.
- 2019 : démission de Lazard.

Son actualité

Après son départ fracassant de la direction de la banque d'affaires Lazard en fin d'année dernière, Matthieu Pigasse, 51 ans, vient d'ouvrir le bureau parisien de la boutique de conseil américaine Centerview Partners. Le bureau sera composé au total d'une quinzaine de banquiers. Parmi eux, deux autres anciens de chez Lazard : Nicolas Constant et Pierre Pasqual. Il y développera une activité de conseil aux gouvernements et en restructurations de dette, à l'image de ce qu'il avait fait chez Lazard.

Auteur de plusieurs ouvrages sur l'Europe et la crise de 2008, proche de Dominique Strauss-Kahn, il défend depuis des années un nouveau modèle de croissance.